

## La loi sur l'euthanasie et le double langage de l'ADMD



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 04 juillet 2023

Source [Le Salon Beige] : Grégor Puppink, juriste, directeur de l'*European center for law and justice*, publie dans [Valeurs Actuelles](#) une tribune sur le projet de loi sur la fin de vie, largement inspiré des propositions de l'Association pour le droit à mourir dans la dignité. Extrait :

[...] Ce projet de loi porte en lui-même les germes de dérives vers une extension du droit à la « *mort choisie* » : cela n'a rien d'étonnant car il résulte largement du militantisme de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), qui s'enorgueillit d'avoir imposé le sujet et les termes du débat, et qui déclare, déjà, vouloir aller plus loin à l'avenir. Ce risque de dérive ou pente glissante apparaît nettement, à la fois dans le texte préparé par le gouvernement, et dans ceux de l'ADMD. [...]

Les limites posées par le gouvernement sont bien fragiles. De fait, dès lors que l'interdit de tuer est levé, ces limites ne peuvent pas résister durablement face à la logique de la « *liberté de mourir* ». La situation dans les pays ayant levé cet interdit l'illustre abondamment.

La dérive, ou la « pente glissante » vers le suicide assisté est inévitable. Elle est inscrite dans l'idée même d'un droit à la mort volontaire découlant de l'autonomie individuelle.

Si ces dérives sont redoutées par certains, elles sont souhaitées par d'autres, comme autant de progrès futurs du droit à la mort volontaire. Jean-Luc Romero, ancien président de l'ADMD, déclarait [durant l'assemblée générale de l'ADMD](#) de septembre 2022, à propos de l'extension de l'euthanasie aux personnes de « grand âge », et aux mineurs (à laquelle il est favorable) : « *Aller encore plus loin aujourd'hui* », « *stratégiquement* », « *ce n'est pas le moment* », mais une fois la première loi adoptée « *on l'améliorera* ». De même, Jonathan Denis, qui lui a succédé à la présidence de l'ADMD, insiste sur la nécessité d'avancer pas à pas, sans effrayer les parlementaires.

[Lire la suite](#)

04/07/2023 01:00